

Production et distribution d'eau en France voisine : la volonté d'assurer pleinement un service public

Autor(en): **Perrot, Claude**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Défis / proJURA**

Band (Jahr): **3 (2005)**

Heft 12: **Les communes de l'Arc jurassien et l'eau**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-824115>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Production et distribution d'eau en France voisine

La volonté d'assurer pleinement un service public

La charge d'assurer l'approvisionnement en eau de qualité aux habitants de notre commune s'est toujours avérée particulièrement lourde pour les municipalités qui se sont succédées depuis une trentaine d'années.

Cette difficulté tient au contexte hydrogéologique très complexe du plateau de Blamont et du massif du Lomont, et à ce qui en découle : nécessité d'utiliser des ressources dans un aquifère profond, situé loin du centre de la commune, difficulté à en assurer la protection vis à vis des pollutions essentiellement agricoles.

Depuis une dizaine d'années (!), la commune de Blamont a entrepris la délimitation des périmètres de protection des captages, ce qui a obligé à effectuer plusieurs campagnes de colorations, plusieurs études hydrogéologiques prescrivant, entre autres, des travaux importants tels que le détournement partiel d'une petite rivière, la Creuse, et son aménagement par mise en place de seuils sur le reste de son parcours, afin d'éviter l'érosion des marnes et les infiltrations de l'eau - polluée- de l'aquifère supérieur vers l'aquifère inférieur.

L'engagement nécessaire des élus

C'est dire la charge de travail pour les élus concernés par ce dossier. Et pourtant, sollicités il y a une dizaine

d'années par une filiale de la Générale des Eaux, ils ont rejeté sans hésiter une proposition de reprise de l'ensemble des installations d'approvisionnement et de traitement, ainsi que les réseaux, préférant assurer eux-mêmes la gestion du service.

Pour résumer les termes du débat, le choix était entre, d'une part la sécurité et le haut niveau de qualité (installations et eau produite) apportés par les professionnels, accompagné d'un renchérissement certain et incontrôlable du prix de l'eau, d'autre part une charge permanente assurée par des élus et du personnel communal, assistés par les services de la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA) et du Conseil Général du Doubs, et une gestion au plus près. Ce dernier argument a eu certes beaucoup d'importance, compte tenu des informations que l'on pouvait avoir sur l'augmentation très nette des ta-





*Le charmant
petit village
de Blamont
en France voisine.*

rifs dans les communes ayant concédé leur service d'eau. Mais une considération plus politique voire affective a probablement influé sur la décision. C'est le rappel de la mission traditionnelle des élus de garder le contrôle de la gestion de l'eau, de la forêt, de la voirie... d'assurer en fait pleinement le service public communal.

La création de services intercommunaux : une option intéressante

On comprend aisément que la complexification croissante du contexte administratif et technique amène les élus à envisager de concéder le service d'eau à une compagnie quand la collectivité n'a pas les moyens d'assurer cette responsabilité.

Une autre option qui doit être évoquée dans ce cas est la création de services intercommunaux. La mutualisation des moyens peut apporter une solution adéquate tout en permettant le contrôle par les élus et la maîtrise des coûts. Dans le cas de la commune de Blamont, une démarche de rapprochement avec le syndicat des Eaux d'Abbévillers a été entreprise. Elle permettra, si elle aboutit, la mise en

place d'une usine de traitement par filtration membranaire, le renforcement du maillage du réseau actuel et l'embauche de personnel qualifié.

Pour conclure, chaque collectivité peut trouver une alternative à la concession qui ne me paraît pas politiquement ni économiquement sou-

haitable. Il faut avoir la volonté d'assurer la mission que les administrés nous confient, se donner les moyens de l'assumer, et de bien expliquer les raisons du choix qui a été fait.



Par Claude Perrot

Médecin, maire de Blamont, président de la Communauté de communes de Blamont et environs (Département du Doubs).